

REPRESSION SANGLANTE EN GUINEE CONAKRY : LES RESPONSABLES DOIVENT ETRE JUGES ET PUNIS

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) exprime sa grave préoccupation par rapport à la rapide dégradation de la situation politique et sociale mais surtout la répression sanglante de la manifestation des élèves le 12 juin 2006 par les forces de l'ordre en Guinée.

Les forces de l'ordre ont réprimé sans ménagement et de façon aveugle la manifestation, faisant selon des sources dignes de foi, vingt et un (21) morts dont dix (10) à Conakry, et onze à l'intérieur du pays (Kankan, N' Zerekore, Labé etc.), des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations.

Tout est parti de la grève générale et illimitée lancée par l'intersyndical CNTG - USTG le 08 juin 2006 qui estime que le gouvernement guinéen ignore systématiquement la misère de la population, aucune de leurs revendications n'ayant été satisfaite. C'est ainsi qu'ils ont décidé de boycotter l'examen du baccalauréat. Les élèves n'ayant pas de surveillant le premier jour des épreuves du BAC, ont vivement manifesté leur colère dans la rue.

La semaine dernière déjà, trois étudiants de l'université de Foulaya à Kindia avaient été tués et plusieurs autres blessés dans des incidents similaires. La passivité de la communauté africaine est scandaleuse, le Président de la CEDEAO Mamadou TANDJA et le Secrétaire Général Mohamed Ibn CHAMBAS doivent absolument rompre le silence.

Le Président de l'Union Africaine Denis Sassou Nguesso et Alpha Omar KONARE Président de la Commission de l'Union Africaine doivent sortir de leur réserve pour condamner la répression et trouver des solutions de sortie de crise pour la Guinée.

La RADDHO :

- Condamne la répression sanglante et exprime son indignation et sa réprobation la plus totale face à cette situation ;
- exige la création d'une commission d'enquête internationale, comme ce fut le cas lors du massacre des enfants de Berengo en 1979 sous le règne de Bocassa Ier (en Centrafrique). Les auteurs de cette répression doivent rendre compte devant la justice de leur pays ou à défaut la Justice Pénale Internationale.



RADDHO

Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme

- en appelle une fois de plus à la communauté africaine et internationale pour créer les moyens d'une sortie de crise en Guinée avant qu'il ne soit trop tard ;
- aujourd'hui, les menaces de répression obligent les leaders syndicaux à vivre dans la clandestinité pour leur propre sécurité.

Il faut aider la Guinée à asseoir le dialogue national pour un Pacte Républicain réunissant les acteurs politiques et la société civile. Il est temps d'agir pour éviter le chaos en Guinée Conakry!

Fait à Dakar, le 13 juin 2006

Le Secrétariat Général



RADDHO

Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme